Document generated on 05/20/2025 8:15 a.m.

Études internationales

DUMOULIN, Michel (dir.). *La communauté européenne de défense, leçons pour demain ?* Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Long, Euroclio n°15, 2000, 430 p.

André Dumoulin

Volume 32, Number 2, 2001

Les relations Civilo-Militaires : transfert de normes et coopération démocratique

URI: https://id.erudit.org/iderudit/704300ar
DOI: https://doi.org/10.7202/704300ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Dumoulin, A. (2001). Review of [DUMOULIN, Michel (dir.). *La communauté européenne de défense, leçons pour demain ?* Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Long, Euroclio n°15, 2000, 430 p.] *Études internationales*, *32*(2), 388–389. https://doi.org/10.7202/704300ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

étrangère occidentale au tournant du millénaire.

Jean LÉVESQUE

Département d'histoire
Université de Toronto, Canada

La communauté européenne de défense, leçons pour demain ?

DUMOULIN, Michel (dir.). Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes-Peter Lang, Euroclio n°15, 2000, 430 p.

Cet ouvrage collectif édité dans une maison prometteuse, rassemble une série de contributions en langue française et anglaise autour du colloque tenu en 1995 sur la Communauté européenne de défense (CED) et s'articule autour de deux grandes parties : l'historique de la CED et ses effets au sein de l'Europe des Six et au-delà, d'une part ; les suites de l'échec avec la naissance de l'UEO et certaines questions sur la sécurité en Europe aujourd'hui, d'autre part.

Il était particulièrement bienvenu, sur l'initiative d'un des meilleurs experts belges de l'histoire de la construction européenne, de réaliser cet exercice consistant à réexaminer l'histoire de ce projet mort-né que fut l'armée européenne dans les années cinquante, avec d'autant plus d'intérêt qu'elle peut aider à comprendre en partie les enjeux de la sécurité européenne aujourd'hui et demain.

Il faut également éviter de tomber dans les mêmes pièges si d'aventure l'Union européenne devait acquérir les moyens régaliens collectifs de sa sécurité. Comprendre le passé pour aider le présent, même si la situation politique et l'environnement diplomatique et militaire à l'époque n'ont plus rien à voir avec le champ post-guerre froide et l'extrême importance aujourd'hui de la gestion des crises hors article 5. Même si, par ailleurs, les années cinquante étaient fortement inspirées par un nationalisme alimenté par les effets de la guerre totale dont l'Europe venait de sortir meurtrie.

Mais la question soulevée par le projet d'armée européenne puis de CED peut nous interpeller car aujourd'hui, « les technocrates, dans leur écrasante majorité, ne prennent pas en compte l'histoire et encore moins celle des mentalités » (Dumoulin). Or, celles-ci peuvent encore, aujourd'hui, jouer un mauvais tour au processus de montée en puissance de l'Union européenne.

Certes, l'idée d'armée européenne, dans son acception supranationale, est prudemment remisée au grenier au profit d'un intergouvernementalisme prudent associé à des objectifs de coopération éminemment pragmatiques et encore bien modestes. La question de la CED, c'est, entre autres choses, ce qui pesa le plus lourd, à savoir d'abord les contorsions du gouvernement français face au problème du réarmement de l'Allemagne occidentale de la fin 1948, au plan Pleven en octobre 1950 (Poidevin). Le malaise politique suscité par la crainte de réactions farouchement hostiles de l'opinion française s'oppose à l'avis, en général favorable, du haut commandement français pour des raisons dictées par le réalisme de la menace que fut la guerre froide.

Du côté allemand, la recherche obsédante d'une souveraineté minimale entraîna un ralliement de circonstance par le biais du « Amt Blank » mais qui subit les événements

de l'Assemblée nationale et fut finalement compromis ; même si le principe du réarmement allemand ne fut pas remis en cause aux yeux des alliés, ni du gouvernement, ni de l'opinion (Gauzy).

Des aspects relatifs à l'intégration des industries militaires nationales (Pitman), aux relations franco-américaines (Dwan), du contexte politique national à la situation internationale (Aimaq) ; l'ouvrage examine tour à tour les réactions nationales : celles du haut état-major français (Vial), des réactions belges (Deloge), néerlandaises (Harryvan et van de Harst), italiennes (Varsori), espagnoles (Gavin I Munte), américaines (Creswell), danoises et norvégiennes (Skogmar) et suédoises (af Malmborg).

Mais on y aborde également un épisode peu connu du projet, l'enrôlement d'émigrés de l'Est dans l'armée européenne (Laptos). Mais l'échec est là après le revers parlementaire de l'Assemblée nationale en 1954. La suite est connue avec l'avènement de l'UEO, la montée en puissance de l'OTAN et le réarmement allemand (Deighton, du Réau). Regrettons la dernière partie de l'ouvrage qui tente d'aborder la question de la sécurité européenne aujourd'hui de manière très inégale, trop restreinte et incomplète ; toute chose qui n'enlève rien au reste de l'ouvrage qui avait finalement pour objet d'examiner cette aventure que fut la Communauté européenne de défense.

André DUMOULIN

Centre d'analyse politique des relations internationales (CAPRI)
Université de Liège, Belgique

Le nucléaire à la croisée des chemins.

LABBÉ, Marie-Hélène. Paris, IFRI, La Documentation française, 1999, 176 p.

Le nucléaire, tant civil que militaire, s'est développé en réponse à des crises majeures. À partir de ce postulat, Marie-Hélène Labbé nous entraîne dans un examen minutieux, précis et bien documenté sur les enjeux du nucléaire civil, en l'axant principalement sur la situation de la France.

Elle tente de nous montrer les espoirs et les craintes face à une source d'énergie pas comme les autres, son exploitation ne laissant aucune place à l'erreur. Quel avenir pour le nucléaire ? En dressant un état des liens de l'énergie nucléaire dans le monde, en approfondissant la situation hexagonale dans le détail, elle y analyse les défis économiques, environnementaux mais aussi succinctement politico-militaires à travers la prolifération.

Elle a choisi ainsi de structurer son ouvrage en examinant successivement l'énergie nucléaire dans le monde, l'industrie nucléaire en France, les défis économiques et environnementaux du XXIe siècle, la gestion de l'aval du cycle nucléaire, la sûreté nucléaire et la radioprotection, pour terminer par les risques de prolifération.

La qualité tient ici à cette gageure de présenter en 170 pages les grandes interrogations sur l'avenir de l'électronucléaire dans un langage accessible. L'originalité est d'avoir réuni en un seul ouvrage les deux points de vue – à savoir la thèse du rejet et celle qui en fait l'apologie, en les comparant